



Sénégal : l'Université Cheikh Anta Diop, la fabrique aux chefs d'Etat



Qui de l'université Gaston Berger de Saint-Louis ou de celle Cheikh Anta Diop de Dakar a formé le plus de présidents et de hauts responsables sénégalais et d'autre pays d'Afrique? Après la récente élection de Bassirou Diomaye Faye, c'est le débat qui anime les conversations à Dakar.

Le nouveau gouvernement une fois formé, l'université Gaston Berger de Saint-Louis a publié un communiqué pour se féliciter de la bonne représentativité de ses anciens pensionnaires dans le premier gouvernement de celui qui est qualifié de «président de la rupture».

En effet, pas moins de sept membres du nouvel Exécutif ont fait leurs humanités dans cette université de Saint-Louis la «plus ancienne ville édifée par les colonisateurs français en Afrique de l'Ouest en 1659».

Considérée parmi les meilleures universités d'Afrique francophone, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a vu défiler sur les bancs de ses amphis présidents et leaders du Sénégal et d'autres pays d'Afrique. Mais le dernier Chef d'Etat du pays a fait ses études à l'université Gaston Berger de Saint-Louis. Une rivalité est née.

Qui de l'université Gaston Berger de Saint-Louis ou de celle Cheikh Anta Diop de Dakar a formé le plus de présidents et de hauts responsables sénégalais et d'autre pays d'Afrique? Après la récente élection de Bassirou Diomaye Faye, c'est le débat qui anime les conversations à Dakar.

https://afrique.le360.ma/politique/senegal-luniversite-cheikh-anta-diop-la-fabrique-aux-chefs-detat_T4OL442YXFCGRNDJ524PXA77YE/

Recherche et innovation : D'importantes mesures annoncées pour booster les activités



La recherche et l'innovation sont d'une importance capitale pour le développement. Mais leur pratique n'arrive toujours pas à occuper une place prépondérante en Afrique, en particulier au Sénégal. Des carences que l'État veut soigner d'ici 2032, d'après le professeur Amadou Gallo Diop, directeur général de la Recherche et de l'Innovation.

Selon ce dernier, après la synthèse des quarante dernières années, un Conseil national de la recherche et de l'innovation, où tous les ministères et les organismes vont se retrouver tous les ans sous les auspices du chef de l'État, sera mis en place pour donner les axes fédérateurs qui vont coller avec les axes de développement du Sénégal.

«Nous allons mettre en place aussi dans les programmes de l'État un Observatoire de la recherche, de l'innovation avec des thèmes précis qui vont regrouper des acteurs venant des universités et en dehors des universités, parce qu'il y a beaucoup de recherches qui dorment dans les tiroirs des laboratoires», a indiqué le Pr. Diop lors d'un séminaire de l'Auf sur «Gouvernance et structuration» de la recherche.

«Il y aura un Observatoire sur la santé, un Observatoire sur science, technologie, innovation et ingénierie, un Observatoire sur eau, environnement, énergie et espace, un Observatoire sur agriculture, nutrition et pêche, un Observatoire sur société, économie, éducation, droit et développement.

https://www.seneweb.com/news/Societe/recherche-et-innovation-d-importantes-me_n_438495.html

Université de Tambacounda : la date de démarrage des cours fixée



Les futurs bacheliers de la zone Sud-Est du pays peuvent pousser un ouf de soulagement. L'Université du Sénégal oriental va démarrer ses cours en octobre prochain.

Selon Le Soleil, l'assurance est donnée par le coordonnateur du projet, Pr Kandiora Noba. Il explique : « Pour l'année académique 2024-2025, les étudiants orientés dans cette nouvelle université suivront les cours sur place, même si cela doit se faire dans des locaux pris à titre provisoire aussi bien pour les activités pédagogiques que sociales. »

Le spécialiste en botanique, biodiversité, agro-écologie et gestion des adventices des cultures d'ajouter : « Des universités comme Ziguinchor avaient commencé les cours sans bâtiment. Il n'y a pas de raison que celle de Tambacounda n'adopte pas la même démarche pour aller plus vite. »

Pr Noba s'exprimait lors d'une visioconférence tenue entre l'association Synergie des actions citoyennes (Sac) et le coordonnateur du projet de cette institution en construction à Tambacounda.

A l'occasion, le maître d'œuvre a donné des garanties sur l'avancement des travaux.

https://www.seneweb.com/news/Education/universite-d-e-tamba-la-date-de-demarrage_n_438223.html

Thiès : 1089 bourses scolaires municipales aux élèves et étudiants



Le maire de la ville de Thiès, le docteur Babacar Diop, a procédé ce mercredi, en présence du gouverneur de région, à la signature de conventions avec les écoles et instituts de formation de la même ville. Il s'agit de plusieurs bourses scolaires municipales qui sont mises gracieusement à la disposition des élèves et étudiants afin de les accompagner dans le cadre de leur formation. "Mesdames, Messieurs les directeurs des écoles et instituts de formation, Jeunes élèves et étudiants, la cérémonie de ce matin est une véritable fête de l'esprit, un rendez-vous de la science et de la culture. La conquête de notre souveraineté passera d'abord par la science et la culture. Si nous ratons ce grand rendez-vous, nous risquons de perdre la bataille de la souveraineté et nous continuerons de subir la violence de la domination néocoloniale. Ainsi nous devons armer notre jeunesse de « science et de technique jusqu'aux dents ».

Notre municipalité apporte sa contribution pour assurer une formation de qualité à notre jeunesse. Malgré la rareté des ressources, nous croyons que le meilleur investissement est celui qui est fait dans la formation de notre jeunesse. En vérité, la formation précède l'emploi, tout comme la formation prépare et entraîne le progrès. Aujourd'hui, je suis fier de lancer la deuxième édition de notre programme de bourses scolaires municipales, qui vise à soutenir les étudiants et les apprenants de tous les âges et de toutes les classes dans leur quête perpétuelle de connaissances et de compétences"

https://www.dakaractu.com/Ville-de-Thies-Ceremonie-de-signature-de-conventions-Le-Dr-Babacar-Diop-offre-1089-bourses-scolaires-municipales-aux_a247236.html

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

Ensemble pour la fin de l'exploitation des stagiaires



L'an dernier, la Coalition avenir Québec (CAQ) nous a donné l'espoir d'une rémunération des stages dans le secteur public. Dans un article de Radio-Canada du 12 avril 2023¹, la ministre Pascale Déry n'hésitait pas à affirmer que toutes les personnes stagiaires « méritent d'avoir une rémunération ». Son opinion sur la question était claire : « Quand les jeunes arrivent en fin de parcours [...] et travaillent dans le réseau 30 à 40 h/semaine, ils méritent d'avoir une rémunération. »

Le 27 mars dernier, alors que plus de 57 000 personnes étaient en grève, la ministre est revenue sur son engagement en fermant la porte à toute possibilité de rémunération des stages². Cette annonce, émise alors que nous sommes en pleine mobilisation étudiante, est un affront envers toutes les personnes qui multiplient les emplois alors qu'elles travaillent gratuitement pour notre gouvernement. C'est une situation aberrante qu'on ne peut pas accepter.

La ministre Déry cherche à nous décourager dans notre lutte. Elle n'y arrivera pas. Nous continuerons de lutter jusqu'à ce que nous cessions d'être exploitées et exploités.

Le rôle de la ministre de l'Enseignement supérieur est de « soutenir la communauté étudiante [...] afin de contribuer, de façon durable, à l'essor économique, social et culturel du Québec ». En fermant la porte à la rémunération des stages, la ministre Déry nous montre qu'elle est incapable de remplir son rôle. Ainsi, elle n'a d'autres choix que de revenir sur sa décision ou de remettre sa démission.

Dans un contexte inflationniste, la rémunération des stagiaires doit devenir une priorité.

<https://www.lapresse.ca/dialogue/opinions/2024-04-11/ensemble-pour-la-fin-de-l-exploitation-des-stagiaires.php>

France : Sanctionner les élèves perturbateurs sur leurs diplômes



Parmi les premières mesures annoncées jeudi pour attaquer "le mal à la racine", le Premier ministre a affirmé: "tous les collégiens seront scolarisés tous les jours de la semaine, entre 8H00 et 18H00" car "la journée, la place est à l'école, à travailler et à apprendre". Il a insisté sur la responsabilisation des parents, et affirmé qu'une commission rendrait d'ici à la fin du mois des propositions pour réguler la dépendance des jeunes aux écrans, jugés en partie responsables de la "dérive" de certains jeunes.

Gabriel Attal, qui s'est entretenu avant son discours avec les équipes et les bénéficiaires de la MJC de Viry, a également annoncé que les élèves perturbateurs devraient être "sanctionnés" dans l'obtention de leurs diplômes scolaires. "La condition pour effacer cette mention" serait "la réalisation d'activités d'intérêt général et bien sûr, de se tenir à carreau", a-t-il précisé.

Sur le volet judiciaire, le chef du gouvernement s'est dit prêt à ouvrir le débat sur des "atténuations à l'excuse de minorité" dans les condamnations pénales et sur la possibilité de "mettre en place une comparution immédiate devant le tribunal pour les jeunes à partir de 16 ans, de sorte qu'ils aient à répondre de leurs actes immédiatement comme les majeurs".

Le Premier ministre a également abordé la question du fait religieux à l'école. "Aujourd'hui, soyons francs, de plus en plus souvent, les troubles ou les violences dont nous entendons parler à l'école ont un sous-texte identitaire ou religieux. Je vous le dis, il n'y aura pas de guerre des religions à l'école, car à l'école, la seule règle qui vaut, c'est la laïcité", a-t-il dit.

<https://www.lalibre.be/international/europe/2024/04/18/sanctionner-les-eleves-perturbateurs-et-les-parents-en-france>

Bénin : Reprise annoncée du transport universitaire



Face à la presse le mercredi dernier, Eléonore Yayi Ladékan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a annoncé la reprise du transport universitaire. Lequel transport avait été suspendu suite aux pannes répétées des bus universitaires. Plus d'un an déjà que cette suspension dite provisoire dans son communiqué en date du 17 février 2023 dure toujours. Cette annonce de reprise du transport universitaire avec des innovations, faite avant-hier, vient sûrement dissiper les doutes dans le rang des étudiants. Au lendemain de cette déclaration, quelques-uns livrent leurs impressions, appréhensions et font des recommandations.

Rubensia Codjovi, étudiante en Anglais à la Fllac. C'est une très bonne annonce de la part du gouvernement et nous souhaitons qu'elle soit effective dans les brefs délais pour nous permettre de renouer avec les anciennes habitudes. Il a été aussi dit que le transport prendra en compte d'autres lignes. Une avancée significative et sociale. Cela prouve que les autorités sont à l'écoute de nos cris de cœur.

Rojuale Akognongbé, étudiante en Linguistique à la Fllac

Je dirai que le gouvernement tienne parole cette fois-ci. Qu'il vous souvienne que dans son communiqué d'alors il a été dit que c'est une suspension provisoire. Et depuis plus d'un an, elle n'a pas repris. Donc je voudrais sincèrement que ce ne soit pas pour nous leurrer ou pour nous servir de réponse parce qu'on voulait entendre un son de cloche sur le sujet. Nous avons assez souffert. Il sied donc que le transport reprenne le plus tôt pour nous soulager. Nous souhaitons voir également de nouveaux bus.

<https://fraternitebj.info/societe/article/reprise-annoncee-du-transport-universitaire-les-etudiants-saluent-une-avancee>

Décret Paysage: nouvelle mobilisation des étudiants contre le nouveau décret Paysage



Les étudiants de l'enseignement supérieur se sont rassemblés mardi sur les campus de Louvain-la-Neuve, Mons, Charleroi, Liège et Bruxelles pour protester contre les règles du décret Paysage qui, affirment-ils, vont rendre un grand nombre d'entre eux "non finançables" dès la rentrée prochaine.

Sur le campus du Solbosch de l'Université libre de Bruxelles, ils étaient environ 300 réunis sous la bannière "Paysage, ça dégage". Entre deux averses, ils scandaient qu'"étudier est un droit qui ne se négocie pas".

"Quelque 50.000 étudiants ont signé une pétition réclamant le retrait de la réforme (du décret) Paysage, plusieurs milliers ont participé aux différentes manifestations, près de 1.000 représentants étudiants ont signé une carte blanche avec des demandes claires et plus de 4.500 mails ont été envoyés aux députés", énumère la Fédération des étudiants francophones (FEF), à l'initiative de la manifestation. Selon sa présidente, Emila Hoxhaj, il faut que les lignes bougent et que cette réforme soit retirée avant qu'elle n'exclue un grand nombre de jeunes.

En vigueur depuis la rentrée 2022, la réforme du décret sur le paysage de l'enseignement supérieur n'accorde entre autres aux étudiants que deux ans maximum (trois en cas de réorientation) pour réussir les 60 premiers crédits de leur parcours de formation, et cinq ans maximum (six en cas de réorientation) pour obtenir leur diplôme de bachelier.

<https://www.lalibre.be/belgique/enseignement/2024/04/16/decret-paysage-nouvelle-mobilisation-des-etudiants-contre-le-nouveau-decret-paysage-WMVK2MD63VEB-63VEB-NP6CGLYELCRBCI/>